

ATELIER NATIONAL

Sécurité alimentaire : Quels enjeux pour les petits producteurs dans l'irrigation à grande échelle autour des barrages au Burkina Faso ?

Ouagadougou, Burkina Faso, les 26 et 27 novembre 2013

Communiqué final

Les 26 et 27 novembre 2013 s'est tenu à Ouagadougou (Burkina Faso) l'atelier national de restitution des travaux de recherche-action sur les moyens d'existence des agriculteurs des périmètres rizicoles de Bagré, dans le cadre du partenariat entre la Global Water Initiative (GWI) et Bagrépôle grâce à l'appui financier de la Fondation Howard G. Buffett.

Organisé par le consortium formé par l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), en collaboration avec l'Iram (Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement) et IED Afrique (Innovation, Environnement, Développement), cet atelier a regroupé une cinquantaine de participants du Burkina représentant les divers acteurs impliqués dans les processus de mise en œuvre des barrages: Organisations de la société civile, représentants des usagers, élus, chercheurs, services techniques, structures de gestion des barrages, Organisations régionales et internationales.

Cet atelier est initié dans le cadre du deuxième objectif stratégique poursuivi par le programme GWI en Afrique de l'Ouest pour mieux comprendre les dynamiques locales et appuyer les petits producteurs au niveau des grands aménagements hydro agricoles existants pour la riziculture, afin d'améliorer durablement leur productivité, leurs revenus et leur bien-être, par l'apprentissage, le partage de l'information et l'adoption de bonnes pratiques (innovations). L'amélioration des outils et règles de gouvernance autour des systèmes d'irrigation existants (structures de gestion de l'eau, organisations paysannes, systèmes fonciers, financement des exploitations) doit permettre à tous les bénéficiaires locaux de partager équitablement les ressources en eau et les terres, en évitant les conflits entre usagers, et en exploitant toutes les opportunités d'investissements dans des activités génératrices de revenus pour assurer leur sécurité alimentaire.

La présente rencontre a permis de partager les expériences et d'échanger sur les aspirations, les contraintes de production et les enjeux autour de la sécurité des moyens de subsistance des différentes catégories d'agriculteurs présents sur les grands périmètres irrigués au Burkina Faso. Elle fait suite à l'atelier régional sur le même thème organisé à Ouagadougou les 10, 11 et 12 juillet 2013, qui avait permis de consolider les messages issus des trois études de cas menées au Burkina (barrage de Bagré), Mali (barrage de Sélingué) et Sénégal (barrage de Niandouba).

Les travaux se sont déroulés selon les étapes suivantes :

- 1- La cérémonie d'ouverture
- 2- Les présentations introductives
- 3- La restitution des résultats de recherche-action GWI
- 4- Les travaux en groupes suivis des restitutions et débats en plénière
- 5- La lecture du communiqué finale et la clôture

1- La cérémonie d'ouverture

Elle a été ponctuée par quatre interventions : le mot de bienvenue de Monsieur Jamie Skinner, Directeur de la Global Water Initiative en Afrique de l'Ouest, l'allocution de Monsieur Marc Gansonré, Représentant de la Confédération Paysanne du Faso (CPF), l'intervention de Monsieur Issaka Kargougou, Directeur Général de Bagrépôle, et le discours d'ouverture de Monsieur Abel Nonyarma, chargé de mission représentant Monsieur le Ministre de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire.

www.dialoguebarrages.net

www.iucn.org/gwidams

2- Les présentations introductives

Trois exposés ont été présentés en introduction pour poser le contexte de l'atelier :

- *Présentation des orientations nationales en matière d'agriculture irriguée au Burkina Faso : enjeux, acquis et perspectives. Alassane Guiré, Directeur Général des aménagements et du Développement de l'Irrigation (DGADI)*
- *Présentation de Bagrépôle : enjeux et perspectives pour les petits producteurs. Etienne Kaboré, Directeur de la Valorisation Economique de Bagrépôle, Responsable Social et de la Gestion des Terres (Bagrépôle)*
- *Présentation de la vision de la CPF sur le développement de l'agriculture irriguée. Marc Gansonré, Confédération Paysanne du Faso (CPF).*

3- La restitution des résultats de recherche-action GWI

Deux communications ont été présentées aux participants pour restituer les conclusions des travaux de recherche-action menés de mars à juin 2013 dans le cadre de la Global Water Initiative :

- *Restitution de l'étude de cas sur Bagré : les enjeux pour les petits producteurs sur le périmètre irrigué. Oumar Ouédraogo, consultant GWI*
- *Synthèse régionale des enseignements tirés des expériences de Bagré (Burkina), Sélingué (Mali) et Niandouba (Sénégal). Barbara Adolph, Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)*

A partir de l'analyse et des conclusions des études approuvées par les participants, les thèmes suivants ont suscité l'intérêt des participants et ont largement été abordés dans les discussions : la sécurisation foncière, le conseil agricole à adapter aux différents types de producteurs, l'efficacité des organisations paysannes (OP), les relations de partenariats entre OP et institutions étatiques, et la multifonctionnalité des exploitations familiales. Ils ont ensuite été repris dans les travaux de groupes pour approfondir la réflexion et proposer des actions à mettre en œuvre.

4- Les travaux en groupes suivis des restitutions et débats en plénière

Trois groupes de travail ont abordé les questions suivantes :

- i) Comment développer un système d'appui conseil qui répond aux besoins des différentes catégories de producteurs ?
- ii) Comment améliorer l'efficacité des OP pour leur permettre de remplir leurs fonctions : négociations des financements pour les intrants; respect des cahiers de charges ; négociations des contrats de vente face aux investisseurs, etc. ?
- iii) Comment améliorer les relations partenariales entre les OP et les acteurs institutionnels (Direction régionale, Bagrépôle, Maison de l'Entreprise, etc.) ?

En tenant compte des femmes et des pauvres, les trois groupes ont abordé les points suivants :

- Quelles sont les bonnes pratiques et expériences en la matière ?
- Quelles opportunités existent ?
- Quelles sont les actions importantes à mettre en œuvre pour opérationnaliser les idées émises

Les résultats ont été restitués en plénière et les éléments de consensus et de divergence notés et discutés. Il ressort finalement, entre autres, les propositions d'actions suivantes.

- Réaliser un état des lieux (diagnostique) et une évaluation des méthodes de conseil existantes en prenant en compte les visions et aspirations des différentes parties prenantes
- Utiliser les initiatives en cours au niveau national pour approfondir la réflexion et appliquer les leçons apprises des expériences
- Renforcer l'aspect organisationnel des OP et l'esprit collectif en leur sein
- Approfondir l'analyse avec les acteurs eux-mêmes (OP, gestionnaires des périmètres et institutions étatiques) pour leur permettre de mieux connaître leur place et leur rôle dans le dispositif de production et la chaîne de valeurs en fonction des différents besoins, pour identifier les goulots d'étranglement et proposer des solutions de manière concertée.

- Améliorer la gouvernance locale (notamment le rôle et le fonctionnement des OP) pour favoriser des relations de partenariats entre OP et acteurs institutionnels.
- Réfléchir à un système de crédit pour les équipements
- Impliquer les producteurs dans l'élaboration des cahiers des charges car ils sont le plus souvent mal représentés
- Assurer une meilleure communication sur ceux qui ont payé et ceux qui n'ont pas payé les taxes pour mieux comprendre les dynamiques locales et responsabiliser les producteurs, car si les producteurs sont bien encadrés et que le rendement est bon, ils paieront.

Des messages ont également été formulés pour accompagner la mise en œuvre de ses actions :

- Il y a un vrai besoin d'accompagnement des OP sur le terrain pour leur permettre de jouer leur rôle en collaboration étroite avec les institutions étatiques, notamment dans la recherche de marché pour l'écoulement des produits
- Chaque partie (gestionnaire des périmètres, OP) a des responsabilités à différents niveaux
- Il faut encourager les voyages d'échanges pour apprendre des expériences existantes à partir des bonnes et mauvaises pratiques
- Tous les acteurs concernés doivent travailler ensemble. Il existe déjà des mécanismes de concertation et des initiatives pour améliorer la situation des petits producteurs, dans leur diversité, au niveau des périmètres irrigués au Burkina Faso, donc il est nécessaire de s'appuyer sur les expériences passées et en cours (ainsi que les opportunités existantes) pour valoriser les acquis concernant le foncier, le conseil agricole, le financement, l'efficacité des OP, la gouvernance locale, etc. La Global Water Initiative peut jouer un rôle de facilitateur dans la construction et la mise en œuvre du plaidoyer porté par les acteurs à la base, mais chaque acteur est responsable à son niveau.
- Les participants ont aussi reconnu que les politiques agricoles de l'Etat et les dynamiques locales des exploitations familiales ne convergent pas au même rythme vers les objectifs stratégiques fixés, ce qui peut créer un décalage entre les décisions qui sont prises et la réalité du terrain au niveau des différents types de producteurs. Il est donc recommandé de renforcer la concertation entre toutes les parties prenantes concernées à chaque niveau (local, régional, national) pour s'assurer de la cohérence des démarches.

5- La lecture du communiqué finale et la clôture

Les deux jours de discussions ont permis de dégager des orientations qui pourront servir de guide aux différents acteurs dans la mise en œuvre effective des recommandations de la recherche-action au niveau des sites d'irrigation à grande échelle au Burkina Faso.

Suite à la lecture du communiqué final et à son approbation, l'intervention de Monsieur Abel Nonyarma Chargé de mission représentant le MASA a clôturé l'atelier.

Fait à Ouagadougou, le 27 novembre 2013

L'atelier